



Communiqué de presse : A Saint-Brévin comme partout en France, soutenons les demandeurs-euses d'asile et combattons l'extrême droite !

Parce que l'exil n'est jamais un choix, depuis près d'un an les organisations syndicales CGT, FSU, Solidaires soutiennent la pérennisation du Centre d'Accueil de Demandeurs d'Asile de Saint-Brévin présent depuis 2016, dénoncent les violences et intimidations perpétrées envers ceux et celles qui lui sont favorables et luttent contre la présence menaçante de l'extrême-droite.

Suite à des mois de menaces et d'agressions de la part de l'extrême droite, sans que jamais le gouvernement ne sorte de son silence ni même que la préfecture marque un soutien concret, le maire de Saint-Brévin démissionne. La (tardive) réaction de E. Borne, contrainte par les attentions médiatiques et politiques nationales sur cet événement, est honteuse !

Le gouvernement n'a cessé depuis, de faire le jeu d'un amalgame grossier entre les «extrêmes politiques» alors que seule l'extrême droite véhicule des valeurs réactionnaires et haineuses. Pire, par ses réformes néolibérales et anti-sociales (Retraites, RSA), la politique de paupérisation généralisée du gouvernement Borne-Macron favorise les montées idéologiques de l'extrême droite et son corollaire raciste, xénophobe et de préférence nationale.

A l'heure où la première ministre annonce que le projet de la loi immigration sera débattu en juillet, il est plus que jamais nécessaire de «démonter» les contre-vérités et visions fantasmées d'une «submersion migratoire» ou d'un «grand remplacement».

Comme à Callac (22), Thiveral-Grignon (78) ou encore Bélâbre (36), les projets de structures d'accueil pour les demandeurs et demandeuses d'asile sont l'occasion pour l'extrême droite d'attiser des peurs infondées et des délires rétrogrades.

Dans les médias et les réseaux sociaux, elle déverse des discours déconnectés de la réalité et mobilise ses troupes sur le terrain avec ses méthodes d'une rare violence : à ce titre nous condamnons les sigles et slogans ouvertement fascistes tagués ces derniers jours sur de nombreux locaux associatifs de la Ville de Nantes.

Aujourd'hui, ce sont non seulement des élu·es mais aussi des militant·es, des syndiqué·es, des écoles, des associations, des journalistes qui sont visé·es.

Nos organisations syndicales CGT, FSU, Solidaires continuent de soutenir les CADA et rappellent la nécessité d'avoir une véritable politique d'accueil des migrant·es sur le territoire pour assurer solidarité et humanité avec ceux et celles qui subissent tortures et menaces sur leurs vies.

Nous n'aurons de cesse de combattre l'extrême droite qui, sous toutes ses formes, est l'ennemie des travailleurs et travailleuses et conforte les systèmes de domination.

C'est pourquoi nous appelons au rassemblement du 24 mai à 17h à Saint-Brévin place Henri Basle.

Nantes, le 22 mai 2023